



Les organisations départementales de la CGT, FO, FSU et de SUD-Solidaires Soutiennent la grève à la SNCF

Le gouvernement veut imposer une loi ferroviaire qui, au lieu de réunifier la SNCF, la diviserait en 3.

Les cheminots défendent une autre réforme pour revenir à une seule entreprise de service public réintégrant la gestion du réseau ferré RFF (les rails) séparée depuis 1997.

Le projet de loi ferroviaire ne résoudra pas les problèmes de trains, il les aggravera.

Il ne fait que préparer la privatisation par activités du chemin de fer public pour satisfaire les futurs actionnaires des multinationales. Cet éclatement de la SNCF est imposé par les lobbys patronaux de l'Union Européenne, les mêmes qui nous imposent des politiques d'Austérité et s'attaquent aux droits des salariés, chômeurs, intérimaires, intermittents...

Les cheminots font grève aujourd'hui pour assurer la sécurité ferroviaire, éviter les accidents comme Brétigny et St-Médard, celle des usagers, pour qu'il reste des trains accessibles à tous dans le pays, pour développer le transport écologique de marchandises à la place des nombreux camions, pour favoriser le maintien ou la réouverture de lignes de proximité, pour les trains du quotidien TER des travailleurs et scolaires avant les LGV (Lignes à Grandes Vitesse).

Ils revendiquent à minima l'application de leur réglementation du travail à tous les travailleurs du rail (sous-traitance de la SNCF, opérateurs privés...) qui participent au service public du transport ferroviaire. Ils défendent aussi leur statut car cela permet notamment aux salariés de ne pas risquer le licenciement s'ils dénoncent un problème de sécurité ferroviaire face à la pression patronale qui priorise toujours la rentabilité financière.

Aujourd'hui le gouvernement plutôt que d'écouter les cheminots essaie de mobiliser la population contre eux. Cela fait plus de 2 ans que les cheminots expliquent au gouvernement et à la direction de la SNCF que ce projet de loi est mauvais et qu'il faut écouter ce qu'ils disent dans la plate forme unitaire des syndicats CGT-SUD, soutenu par FO. Ils n'ont pas choisi d'être en grève pendant le BAC. C'est bel et bien le gouvernement qui essaie de faire passer en force cette loi ferroviaire déjà reportée il y a un an.

La lutte des cheminots, leurs revendications et propositions vont pleinement dans le sens de l'intérêt des populations, des usagers d'aujourd'hui et de demain, soutenons-les ! Pour toutes ces raisons, les organisations Départementales des Pyrénées orientales de la CGT, FO, FSU et SUD - Solidaires apportent leur soutien absolu à leur grève légitime et mèneront des actions communes de solidarité afin de renforcer le mouvement vers une issue positive.

Perpignan, le 17 juin 2014